

Perspectives 2010

Les actions de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (COPAGEN) tournent essentiellement, cette année, autour de la restitution des résultats du 5^{ème} Forum de la coalition tenu en septembre 2009 au Bénin, de la poursuite des actions concernant la loi de biosécurité, les alternatives agro-écologiques, les recherches sur les semences locales, l'élaboration de la politique foncière, la veille sur le phénomène de l'accaparement des terres, la production des agro-carburants, le brevetage des espèces végétales africaines, etc.

COPAGEN

En collaboration avec les différents partenaires de la coalition (GRAIN, Commission de l'Union Africaine, ERA/Amis de la Terre - Nigeria via Campesina et bien d'autres), la COPAGEN et ses différents points focaux (Réseau Jinukun - Bénin, CIBIOV- Côte d'Ivoire, COPAGEN Togo, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Niger, Guinée Conakry et Guinée Bissau), focaliseront leur attention sur, entre autres, l'information et la sensibilisation des populations dans les langues locales. Ainsi, il est envisagé la traduction de plusieurs documents en langues locales africaines, et leur transfert sur supports audio pour une large diffusion, ainsi que la diffusion de sketches sur les droits des communautés et la bio-piraterie. Les activités de lobbying et de plaidoyer

auprès des décideurs sur l'utilisation des semences locales et la problématique des organismes génétiquement modifiés (OGM) seront poursuivies. La plupart des structures envisagent d'organiser des rencontres avec les chercheurs, les députés, les élus locaux, et de renforcer la sensibilisation des producteurs agricoles. Il s'agira aussi d'élargir la base des mouvements nationaux, avec la participation des élèves et des étudiants, des associations de femmes, et d'accompagner la valorisation des produits locaux et les différentes initiatives d'opérationnalisation de la souveraineté alimentaire, à travers la formulation, la mise en œuvre d'un programme intégré d'agriculture écologique.

Par ailleurs, la mise en place de Fonds nationaux de développement agricole et la mobilisation de ressources financières sont des questions préoccupantes. Le volet formation constitue également un des principaux axes du plan de travail de nombre d'organisations dont des membres seront appelés à renforcer leurs capacités en matière de droit international sur l'environnement, d'élaboration de politiques foncières et autres documents de politique. Plusieurs activités régionales seront organisées, notamment le Cours régional sur la biosécurité qui se tiendra à Cotonou, avec l'utilisation du Biosafety Assessment Tools (BAT). Les points focaux contribueront à la réalisation du projet agro-écologique intitulé « En route vers Ouagadougou » piloté par COPAGEN-Mali. Certaines organisations nationales se pencheront sur la dynamisation organisationnelle et juridique de leurs structures (renforcement, validation, diffusion de Charte). ■

Contacts des points focaux de la COPAGEN

Représentation actuelle de la coalition

Coordination régionale

Inades-Formation International,
08 BP 08 Abidjan 08
Tel : +225 22 40 02 16,
Fax : +225 22 40 02 30
Email : ifsiège@inadesfo.ci

Bénin

Réseau JINUKUN
06 B. P. 2083 Cotonou, Bénin
Tél. : (229) 21 33 79 50
Fax : (229) 21 33 79 15
Email : jinukun.copagen@yahoo.fr

Burkina Faso

Inades-Formation/ Burkina Faso,
01 BP 1022 Ouaga 01

Tel : +229 50 34 03 41,
Fax : +226 50 34 05 19
Email : inadesb@fasonet.bf

Côte d'Ivoire

ANOPACI, 20 BP 937 Abidjan 20
Tel : +225 22 44 11 76
Email : anopacicom@yahoo.fr

Guinée Bissau

Tiniguena - Apartado 667
Tel : +245 25 19 06
Email : tinis@gtelecom.gw

Mali

Coalition nationale pour la sauvegarde
du patrimoine génétique du Mali,
CCA-ONG, BP E 3216
Tel : +223 23 69, Fax : +223 223 04 14

Sénégal

Enda Pronat, BP 3370, Dakar
Tel : +221 822 55 65
Email : pronat@enda.sn

Togo

Inades-Formation/ Togo,
BP 12472 Lomé - Tel : +228 225 92 17,
Fax : +228 225 92 17
Email : inadesformation@ifrance.com

Niger

Plate - Forme Paysanne du Niger (PFPN)
BP 11729, Niamey, Niger
Tél. : (227) 73 23 52 / 73 36 50
Email : pfp_niger@yahoo.fr

Guinée Conakry

ACORD Guinea
BP 1653, Conakry
Tél. : +224 30 01 13 79/ 65 28 33 26
Email : mackybahui@yahoo.fr

Plan d'activités de la Coordination régionale

1. Activités de renforcement institutionnel

- Organiser le 6^{ème} Forum
- Organiser les deux réunions du groupe de coordination régionale
- Assurer le secrétariat de la coordination régionale
- Mettre en œuvre la charte

2. Appuis aux initiatives régionales

- Soutenir les Alternatives agro-écologiques d'AGRA et d'IRPAD-COPAGEN-Mali
- Participer à la Campagne pour l'Année internationale de l'Agriculture familiale
- Participer au 2^{ème} Cours régional organisé par Jinukun-COPAGEN

3. Dialogue politique

- Poursuivre notre participation au Comité d'orientation et de suivi (COS) du projet régional Biosécurité de l'UEMOA
- Appuyer les Coalitions nationales dans l'élaboration des lois nationales de Biosécurité
- Certification par l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) sur l'oignon de Galmi - COPAGEN Niger et régionale

4. Etudes et recherches

- Analyser les projets de l'AGRA dans deux ou trois pays de la coalition
- Rechercher et diffuser l'information sur l'accaparement des terres
- Appuyer COPAGEN Burkina pour le suivi de la culture du Coton Bt
- Affiner la méthodologie de recherche participative sur les semences locales et lancer le programme semences paysannes (USC-COPAGEN)
- Analyser l'Accès aux ressources génétiques et Partage des avantages (APA) pour une prise de position commune
- Examiner de façon critique le programme biosécurité et semences de la CEDEAO

5. Collaboration avec ABN/Amis de la terre/Compass

- CEDEAO (interpellation forte), UA (implantation de la loi modèle), Analyse des projets d'Alternatives agro-écologiques d'AGRA, Accaparement des terres avec GRAIN
- Poursuivre la collaboration avec le CBAN

6. Publication-Communication

- Capitaliser le module de formation des formateurs sur les OGM
- Poursuivre la collaboration pour la traduction du film « Le monde selon Monsanto » en langues nationales
- Revisiter les deux livrets sur les OGM (coton Bt) et les droits des communautés locales
- Animer la revue « Semences de la biodiversité »
- Créer un site web pour la COPAGEN
- Choisir le logo de la COPAGEN

Semences de la Biodiversité

Bulletin trimestriel d'information de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN)

Mai 2010 N°001

5^{ème} Forum de la COPAGEN à Cotonou

Gratuit

Un regard sur le passé pour mieux planifier l'avenir



COPAGEN



JINUKUN



5^{ème} Forum de la COPAGEN
Un regard sur le passé pour
mieux planifier l'avenir

Page 3

COPAGEN
Cinq ans après !

Page 4

Bilan des activités de la
COPAGEN et de ses points focaux
(Sept 2008-Août 2009)

Page 5

Activité phare
Conférence publique sur
l'accaparement des terres

Pages 6-7

Agenda
Perspectives 2010

Page 8

COPAGEN porte plus loin « Semences de la Biodiversité »



René Sègbènou

L'information, la sensibilisation et la formation du public d'une façon générale, et des catégories d'acteurs actifs dans le développement, sont des composantes importantes de la stratégie d'intervention de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN). C'est pourquoi l'action que nous entreprenons en nous substituant à GRAIN pour publier « Semences de la Biodiversité » revêt une importance capitale. Nous remercions GRAIN de nous faire confiance et nous prenons l'engagement de porter encore un peu plus loin cette initiative très appréciée dans la sous-région "Afrique francophone" et même au-delà.

Si le premier numéro de « Semences de la Biodiversité » nouvelle formule est entièrement consacré au 5^{ème} Forum régional de la COPAGEN tenu à Cotonou (Bénin) du 14 au 18 septembre 2009, la suite offrira aux militants et aux sympathisants de la COPAGEN, comme à tout lecteur intéressé, un instrument d'information trimestriel sur les questions relatives à la protection et à la promotion de la diversité biologique d'une part, et aux droits des communautés locales sur leurs ressources biologiques d'autre part.

A part l'éditorial, les rubriques essentielles du bulletin créeront, dans les domaines sus-mentionnés, des espaces consacrés aux questions d'actualité, à des analyses approfondies d'un aspect particulier des thématiques qui occupent la COPAGEN, à des informations sur la vie et les activités des COPAGEN nationales, à des échanges directs entre lecteurs, à des encadrés portant sur des concepts et informations scientifiques nécessaires à la compréhension des débats en cours, aux agendas de la COPAGEN, de ses partenaires et des acteurs capables de faire avancer la réflexion et les actions dans les domaines qui nous préoccupent.

La COPAGEN ne peut œuvrer efficacement pour la sauvegarde du patrimoine génétique africain, pour l'utilisation durable des ressources biologiques africaines, et pour la promotion des droits des communautés locales, sans mobiliser en permanence ses membres et ses partenaires à travers des informations justes, précises et à jour dans ses domaines d'intervention, dans un langage accessible au plus grand nombre. La COPAGEN souhaite vivement que ses partenaires et toutes les personnes de bonne volonté qui soutiennent ses actions, l'aident à porter toujours plus loin le message suivant :

« Oui pour une recherche scientifique indépendante qui valorise les ressources biologiques locales et les connaissances traditionnelles et modernes, dans l'intérêt des petits producteurs et des consommateurs africains. Non au brevetage du vivant et aux OGM dans l'agriculture et l'alimentation, face à tous les risques avérés et potentiels actuels qui y sont attachés. Oui aux droits des communautés locales sur leurs ressources biologiques ».

Sans un soutien massif des populations africaines, la COPAGEN ne peut réaliser son rêve d'une Afrique où les ressources génétiques gérées durablement sont co-propriétés de l'Etat et des communautés locales, et sont mises au service de tous, pour le bien des générations actuelles et futures.

Notre souhait est donc que « Semences de la Biodiversité » devienne entre vous les lecteurs et la COPAGEN, un puissant instrument d'échanges et de concertation en Afrique, pour la sauvegarde du patrimoine génétique africain plus que jamais menacé.

Bonne lecture ! ■

Ce phénomène constitue une stratégie claire de privatisation des terres et d'expropriations des petits producteurs qui constituent les acteurs-clé de la production agro-sylvo-pastorale de nos Etats. Il s'agit d'une élimination progressive de l'exploitation agricole familiale au profit de l'agro business et de l'agro industrie multinationale. Ces exploitations agricoles familiales ne sont pas de simples unités d'exploitation, mais c'est aussi et surtout un mode de vie. Elles sont la base de notre culture et des acteurs de l'aménagement du territoire. Ce système de production a démontré jusqu'à nos jours qu'elle est en mesure d'être compétitive à chaque fois qu'elle reçoit un petit soutien. Nous tenons à signaler de façon vigoureuse et prouvée que la promotion de l'agro business conduit à la monoculture qui est source de destruction massive de l'écosystème. Cette forme d'agriculture est déjà remise en cause dans plusieurs pays occidentaux. Son impact négatif dans les changements climatiques est déjà

mis en évidence.

Enfin, il faut signaler le fait que la crise alimentaire a montré qu'il est important de ne pas dépendre de l'extérieur sur le plan alimentaire. Les exploitations agricoles familiales qui pour nous sont la solution à notre problème de souveraineté alimentaire ont su relever le défi du moment où les prix des vivriers étaient incitatifs.

Pour arrêter cette course effrénée vers l'expropriation « légalisée » des terres avec la complicité de certains décideurs, nous membres de la COPAGEN et alliés :

- dénonçons énergiquement la Banque Mondiale et les Etats-Unis qui sont les initiateurs des différentes réformes foncières en cours dans nos Etats qui ne sont qu'une autre forme de privatisation de nos terres agricoles et donc de notre souveraineté alimentaire,
- mettons en garde nos autorités politiques et traditionnelles qui se rendent complices des actes de cession et de vente de terres qui engendreront à terme des crises sociales et des conflits sociaux graves.

Nous exigeons :

- plus de transparence sur les transactions foncières initiées par nos Etats,
- la remise en cause des cessions et des ventes de terres aux Etats et entreprises étrangères pour une sécurisation foncière des exploitations agricoles familiales,
- la mise œuvre de consultations locales et nationales avec l'ensemble des composantes de nos populations pour faire l'Etat des lieux des concessions octroyées et élaborer et/ou réviser des lois foncières qui prennent en compte l'intérêt des exploitations agricoles familiales.

Enfin, **nous recommandons** vivement aux Organisations Paysannes en synergie avec les autres composantes de la population à se mobiliser et à unir leurs efforts pour remettre en cause les concessions déjà faites et engager des réflexions sur la sauvegarde de leur patrimoine foncier base de la souveraineté alimentaire. ■

Qui vend ?

Pays ciblés ou ceux qui cèdent déjà des terres

Afrique & Moyen Orient : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, les deux Congos, Egypte, Ethiopie, Guinée, Irak, Kenya, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Mozambique, Nigeria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe

Amériques : Argentine, Brésil, Canada, Colombie, Cuba, Mexique, Paraguay, Uruguay, USA

Asie-Pacifique : Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Birmanie, Cambodge, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Laos, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Papua Nouvelle-Guinée, Philippines, Thaïlande, Turquie, Uzbekistan, Vietnam

Europe : Biélorussie, Bulgarie, Croatie, Estonie, Géorgie, Roumanie, Russie, Ukraine

Qui achète/loue ?

Pays d'origine des "accapareurs des terres"

- Afrique de l'Ouest* (UEMOA)
- Afrique du Sud (AgriSA, Agri-Vie...)
- Allemagne (Deutsche Bank...)
- Arabie Saoudite* (Hadco, Al Rabie, Al Rajhi, Foras, Tadco, Almarai, Binladin, Al Qudra...)
- Australie (Maquarie...)
- Bahrain* (Trafco, MAP, Ithmaar, Al Salam...)
- Bangladesh
- Chine* (DTE, Chongqing, CSFAC, CNADC...)
- Corée du Sud* (Daewoo, Hyundai, LG...)
- Djibouti*
- Egypte*
- Emirats Arabes Unis* (Abraaj, EIG, Abu Dhabi Fund for Development, Iffco, Dubai World...)
- France* (Pergam, L. Dreyfus, AFD?...)
- Inde* (Varun, Ruchi, etc)
- Israël
- Japon* (Marubeni, Sumitomo, Itochu, Kobeussan...)

- Jordanie
- Koweït* (KIA, Americana Group...)
- Libye* (LAP)
- Lithuanie (Agrowill)
- Malaisie*
- Maurice*
- Pays-Bas (Rabobank...)
- Qatar* (Mawashi, Zad Holding, QIA)
- Royaume-Uni (Lonhro, cru, Bidwells, Schroders, Barclays, Emergent, Terra Firma, Jim Slater...)
- Singapour* (Temasek, Vitagrains...)
- Suède (Black Earth, Alpcot Agro...)
- Syrie*
- Thaïlande (Groupe CP)
- USA (Jarch Capital, KKR, AIG, M.Stanley, BlackRock, Jim Rogers, George Soros, Bunge, Altima, TIAA-CREF...)



Bulletin trimestriel d'information de la
Coalition pour la Protection du Patrimoine
Génétique Africain (COPAGEN)
06 BP 2083 Cotonou - Bénin
Tel : +229 33 79 50 / +229 95 40 20 21
Fax : +229 33 79 15
E-mail : jinukun.copagen@yahoo.fr

Directeur de publication
René M. SEGBENOU

Comité éditorial
Mamadou GOÏTA (Mali)
Assétou SAMAKE (Mali)
Joachim BAZIE (Côte d'Ivoire)
N'diaga SALL (Sénégal)
Jeanne ZOUNDJIEKPON (Bénin)

Secrétaire de rédaction
Valéry LAWSON

Consultant/ Conseiller à l'édition
Claude Urbain PLAGBETO

A contribué à ce numéro
Wilfried Léandre HOUNGBEDJI

Conception graphique
Marc ELEGBEDE

Impression
Imprimerie FRIDZEL

© JINUKUN/COPAGEN
www.inadesfo.net
www.inadesfo.org

Activité phare

Conférence publique sur l'accaparement des terres

En proie à la pauvreté chronique, nombre de paysans africains, quand ce ne sont les Etats eux-mêmes, succombent aux sirènes et pressions des multinationales en leur cédant leurs terres. Face à cette situation inquiétante, tant elle conduit à dépouiller les Africains de leurs terres, la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) entend assurer la veille, dénoncer et tirer la sonnette d'alarme.

COPAGEN



Fatou Mbaye (Sénégal), Ibrahim Ouédraogo (Côte d'Ivoire), René M. Ségbénou (Bénin), Renée Vellvé (Philippines) et Mamadou Goïta (Mali) lors de la conférence publique animée à Cotonou

L'Afrique a depuis toujours été l'objet de convoitise de la part d'autres populations provenant de certains continents. Ses ressources humaines exploitées par le biais de l'esclavage ont servi de main d'œuvre gratuite pour le développement des plantations en Amérique. Ses ressources minières : pétrole, or, diamant, fer, cuivre, uranium,

stratégique depuis la crise alimentaire, la flambée du prix du pétrole et la crise boursière et financière. Tous les continents sont touchés par ce phénomène, mais, comme à l'accoutumée, l'Afrique est davantage concernée et exposée. Il s'agit essentiellement en plus de notre continent, de l'Europe de l'Est, de l'Asie et de l'Amérique latine.

bauxite, etc. ont été et sont massivement exploitées pour le développement industriel de l'occident. Son agriculture généralement extravertie et l'exploitation de ses forêts ont servi les mêmes causes.

Aujourd'hui nous assistons à un phénomène nouveau : l'accaparement des terres, qui se traduit par l'achat et la location à très long terme (de 30 à 99 ans) de grandes superficies de terres agricoles par des Etats étrangers, des multinationales et parfois des opérateurs économiques privés nationaux. Ce phénomène s'explique par le fait que l'agriculture est devenue un enjeu

En moins de deux ans après les remous de la crise alimentaire et de la crise financière, plus de 100 milliards de dollars ont été mobilisés pour acquérir des terres par les pays nantis.

Pour revenir à notre cher continent, dans la plupart des pays, nous constatons des investissements importants dans la réforme des lois foncières et dans l'établissement des plans fonciers ruraux. L'ensemble de ces cadres réglementaires vise à ouvrir la voie de façon légale à la vente massive des terres agricoles voire à justifier a posteriori des ventes déjà effectuées. Ces réformes ont été suscitées et financées par la Banque Mondiale et les Etats-Unis.

Notons qu'il s'agit d'un domaine où l'information est jalousement gardée de peur de déclencher des soulèvements populaires contre cet état de chose qui met en péril les moyens d'existence durables de ces populations.

A titre d'exemple :

- A Madagascar, l'Etat a concédé plus d'un million trois cent mille hectares à la société DAEWOO, pour produire du vivrier en vue d'exporter vers la Corée.
 - Au Mali, plus de trois cent mille hectares ont été concédés aux industries agro-alimentaires et à des pays tiers comme la Libye qui à elle seule, a obtenu 100.000 ha dans la zone de l'Office du Niger.
 - Au Sénégal, au Bénin, au Nigeria, au Ghana, plusieurs centaines de milliers d'hectares sont vendus soit pour la production d'agrocarburants soit pour la production vivrière afin de compenser les déficits alimentaires dans certains Etats nantis.
- Par ailleurs, nous savons qu'il faut environ 232 kg de maïs pour produire 50 litres d'éthanol nécessaires pour faire le plein d'un véhicule moyen. Cette quantité de maïs est suffisante pour apporter les calories nécessaires à l'alimentation d'un enfant pendant un an.

5^{ème} Forum de la COPAGEN

Un regard sur le passé pour mieux planifier l'avenir

Cotonou a abrité du 14 au 18 Septembre 2009, les travaux du 5^{ème} forum régional de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN). Au menu : bilan exhaustif des actions menées et réflexion prospective pour engager une campagne d'une plus grande envergure, forte et vigoureuse.

Valéry LAWSON

La charte constitutive de la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) prévoit chaque année, l'organisation et la tenue d'un forum régional, instance suprême de prise de décisions de la Coalition, dont les principales attributions sont entre autres, de faire le bilan de ses activités, de déterminer ses grandes orientations, et partant ses objectifs prioritaires. Le forum de Cotonou marque la cinquième année de la COPAGEN. L'on se souvient en effet, que c'est en janvier 2004 que la campagne a été lancée pour la promotion de la diversité biologique et des droits des communautés locales. Au même moment, ont été définies les principales thématiques liées à l'introduction des OGM dans l'agriculture et l'alimentation sur notre continent et à la question du brevetage du vivant. La coalition a ainsi fait le pari d'amener d'une part, les communautés locales et les organisations paysannes africaines à prendre conscience des dangers irréversibles qui pèsent sur leur patrimoine génétique et à s'organiser pour agir en conséquence et d'autre part à sensibiliser nos gouvernants à prendre et à appliquer des mesures législatives pour protéger nos ressources génétiques et les connaissances et technologies qui y sont associées. Depuis lors, ce contexte même s'il demeure actuel, s'est enrichi d'autres problématiques.

Les travaux du forum se sont déroulés en deux grands moments : un moment ouvert de trois jours d'échanges avec tous les partenaires invités et un moment interne dit assemblée générale pour aborder les questions institutionnelles.

Le forum régional a été le lieu privilégié pour opérer les changements souhaités. Au-delà du bilan classique annuel de ses activités, la COPAGEN a capitalisé, au plan



Le ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature, entouré du président du Réseau Jinukun, René Ségbénou (à gauche) et du coordonnateur de la COPAGEN, Ibrahim Ouédraogo, à l'ouverture des travaux

régional et au niveau des différents pays, sur ses actions et tiré des leçons de cinq années de campagne, dans l'optique d'un meilleur repositionnement sur l'ensemble des problématiques. Ce bilan a été précédé d'une réflexion intense sur les questionnements nouveaux, qui sont autant de défis lancés à la coalition, tant, elles conditionnent l'avenir des communautés locales.

Des organisations partenaires actives en Afrique, en Europe, en Asie et au Canada sont venues contribuer à la construction de nouvelles stratégies et d'alliances, pour engager une campagne de grande envergure, forte et vigoureuse.

Résultats du 5^{ème} forum

Comme résultats, on peut noter que :

- chaque pays a fait le bilan de ses activités, de même que la coordination régionale ;
- un regard rétrospectif a été jeté sur les cinq années passées ;
- des échanges ont eu lieu sur plusieurs thématiques ;
- les exposés-débats ont permis d'identifier et d'analyser les contraintes et opportunités du moment pouvant affecter la campagne, aux niveaux des différents pays, au niveau sous-régional, régional et international ;
- de nouvelles stratégies avec des axes clairs de travail sont élaborées ;
- chaque composante de la COPAGEN a élaboré un plan opérationnel autour

duquel des échanges d'expériences ont eu lieu avec les organisations partenaires présentes, avec pour objectif la construction d'alliances stratégiques sur le terrain ;

- la charte de la coalition a été amendée et adoptée ;
- les règles et les critères d'extension de la COPAGEN à de nouveaux pays ont été discutés ;
- une réflexion a été faite sur le financement de la COPAGEN, avec pour conclusion la nécessité de procéder au renforcement des capacités des COPAGEN nationales en matière de mobilisation des ressources.

COPAGEN

Cinq ans après !



Ibrahim Ouédraogo,
coordonnateur de la COPAGEN

Discours du Coordonnateur à l'occasion de l'ouverture du 5^{ème} forum de la COPAGEN

Excellence Monsieur le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la nature,

Madame la Représentante de la

Commission de l'Union africaine, Honorables Députés, Mesdames et messieurs les invités, Chers collègues coalisés, Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous remercier au nom de l'ensemble des membres de la COPAGEN, pour avoir accepté de présider l'ouverture des travaux du 5^{ème} forum annuel de notre Coalition. Votre présence à cette cérémonie, est pour nous un double honneur, en ce sens qu'il traduit l'intérêt que le gouvernement du Bénin, à travers votre personne, accorde à notre mouvement ; il marque également l'importance que votre ministère, dont vous avez la charge, a pour les questions de biodiversité et de biosécurité, qui sont au centre des préoccupations de la COPAGEN. La Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain, en abrégé, COPAGEN, a été lancée en Janvier 2004, à Grand Bassam, en République de Côte d'Ivoire. Les personnes et institutions à l'origine de cette initiative, faisaient les constats ci-après : l'Afrique de l'Ouest était sujette aux premiers essais officiels du Coton BT, au Burkina, en l'absence de toute législation en la matière ; plusieurs espèces végétales africaines, faisaient l'objet de dépôt de certificats d'obtention végétale. Face donc à cette agression, des organisations de paysannes et de paysans, des ONG, des Syndicats de consommateurs, des organisations de femmes et de jeunes, ont décidé de se constituer en coalition, en vue d'informer, de sensibiliser, et de former les populations aux deux problématiques, et surtout d'engager un dialogue politique avec les décideurs en vue d'élaborer des lois qui s'inspirent des deux lois modèles africaines d'alors pour la protection de nos ressources génétiques.

Aujourd'hui, c'est-à-dire cinq ans après le lancement du mouvement, la COPAGEN, est implantée dans les huit pays de l'UEMOA, ainsi qu'en Guinée Conakry. Elle a gagné en visibilité grâce aux actions multiformes qu'elle a initiées depuis lors sur le terrain : activités d'information, de sensibilisation, des populations à la base, formation de formateurs, formation d'élus, formation de communicateurs, publication de documents, participation à plusieurs fora internationaux, participation à l'élaboration de lois de biosécurité de plusieurs pays, (Mali, Togo, Sénégal), participation aussi au processus de révision de la loi modèle africaine de biosécurité. Aujourd'hui, la Copagen, dispose d'une place au sein, du Comité de suivi du programme régional d'harmonisation des lois de biosécurité des pays de l'UEMOA. Elle s'est engagée aussi dans une dynamique de construction de partenariats

et d'alliances pour mieux agir, et en la matière, nous voulons citer les partenariats noués avec l'ABN, le CBAN, etc. Au fur et à mesure de son évolution la COPAGEN a étendu son champ d'action pour tenir compte des enjeux du moment. Ainsi après avoir focalisé son action sur des aspects de biosécurité, la COPAGEN s'est engagée dans l'exploration de deux nouveaux champs, en l'occurrence, la défense des droits des communautés, dont l'action la plus illustrative est la campagne lancée contre le brevetage de l'oignon de Galmi. La COPAGEN s'est engagée également dans la promotion, la valorisation des semences locales comme alternatives aux OGM. L'ensemble de ces initiatives se comprend davantage à la lumière de la prise de position officielle de la COPAGEN, à savoir : «Oui pour une recherche scientifique indépendante qui valorise les ressources biologiques locales et les connaissances traditionnelles et endogènes dans l'intérêt des petits agriculteurs et des consommateurs africains, non au brevetage du vivant et aux OGM face à tous les risques avérés et potentiels actuels qui y sont attachés.»

L'évolution rapide des contextes ouest-africains, africains, voire international, fait apparaître de nouveaux défis, que sont les agrocarburants, l'agrobusiness, et surtout l'accaparement massif des terres rurales par des multinationales ou d'autres états plus nantis financièrement. Tout cela nous confirme la justesse de nos choix et la nécessité de réviser notre stratégie d'action.

Tenant compte de ces nouvelles données, le programme de ce 5^{ème} forum est bâti en quatre temps : un temps de bilan, un second temps centré sur l'analyse des enjeux du contexte actuel à l'échelle nationale, régionale, et internationale, un temps trois d'élaboration de stratégies nouvelles par pays et au niveau sous régional, et enfin une dernière phase interne à la COPAGEN qui constitue son Assemblée générale.

Nous saisissons la présente occasion, pour remercier la république du Bénin qui constitue pour nous un modèle, pour avoir reconduit le moratoire sur les OGM, en dépit des multiples pressions qui ont sans doute été exercées sur les autorités. Le choix du Bénin pour cette rencontre, n'est donc pas le fait du hasard. C'est à la fois une marque de reconnaissance, mais aussi, l'occasion de soutenir les paysans béninois par rapport à la question d'accaparement des terres que risque de rencontrer la plupart de nos pays dans les années à venir

Monsieur le Ministre, nous avons l'espoir que le Bénin qui a résisté à l'entrée des OGM saura également résister aux fortes pressions extérieures pour l'accaparement des terres rurales.

Je vous remercie ■

Bilan des activités de la Coordination régionale de COPAGEN et de ses points focaux (septembre 2008-août 2009)

Au niveau régional

Au niveau régional, les activités de la coalition ont tourné essentiellement autour de l'organisation de réunions dans plusieurs pays, notamment sur le bilan prospectif des activités de la COPAGEN, les semences paysannes et la participation à des foires. Aussi, la Coordination régionale a-t-elle procédé à la finalisation de la charte de la coalition, au pilotage de certains projets régionaux ainsi qu'à la recherche de financements. COPAGEN a également appuyé les coalitions nationales, dont celle du Niger dans la campagne de plaidoyer, en vue de l'annulation de la demande d'obtention végétale de Tropicacem, sur l'oignon Violet de Galmi. De même, la coordination régionale a effectué des missions internationales dans le cadre de l'atelier sous-régional sur la stratégie africaine et la loi modèle sur la biosécurité révisée à l'attention des pays de l'Afrique de l'Ouest (Abuja), du lancement de la campagne de l'année internationale de l'agriculture familiale en 2011, de l'atelier de planification de la campagne sur l'exploitation agricole familiale. Des échanges ont eu lieu avec des responsables de l'OAPI, des partenaires canadiens par rapport au Symposium du forum Afrique - Canada, aux journées de la souveraineté alimentaire au Canada, etc.

Au niveau des points focaux de la coalition

Au cours des assises, les points focaux de la COPAGEN des neuf pays participant au forum (Bénin, Guinée Conakry, Togo, Mali, Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Gambie) ont présenté, tour à tour, le bilan de leurs activités au titre de 2008-2009. Ces dernières ont porté sur la sensibilisation et l'information par rapport aux enjeux de la biosécurité, l'accaparement des terres. A ce propos, la traduction des documents en langues nationales, l'initiation et l'animation de plusieurs débats dans les médias (journaux, radio et télé), la production de chansons, l'élaboration de projets de financement, la mobilisation des cotisations et valorisation des actions des membres, ont été également au cœur des actions menées. Des formations ont été organisées au profit de différentes organisations membres ou non des coalitions nationales, par exemple sur les OGM et l'expérimentation sur l'extraction d'ADN, la préservation des espèces endogènes, la conservation des forêts classées et sacrées. Certaines coalitions nationales ont organisé des forums nationaux et délégués des membres pour participer à différents événements au Bénin, au Canada, au Sénégal, aux Pays-Bas, au Cameroun, ainsi qu'à l'étude sur les semences endo-

gènes.

Voici quelques autres activités phares (de certains pays) ayant retenu l'attention des participants.

COPAGEN/Mali

- Suivi du dossier « coupe de bois » à Kita
- Organisation et participation au comité de pilotage de l'ECID sur la recherche agricole
- Conférence publique sur la loi d'orientation agricole (LOA) du Mali
- Organisation de la rencontre sur les alternatives agro-écologiques à AGRA
- Collecte de données sur l'accaparement des terres avec plusieurs visites de site et débats sur la politique foncière

COPAGEN/Togo

- Renforcement du cadre juridique à travers le Code forestier, la loi-cadre sur l'environnement, la loi sur la biosécurité qui prennent en compte des mesures de conservation et de protection de la faune et de la flore, la santé humaine, des eaux continentales, du milieu marin et des écosystèmes fragiles
- Activités de recherche : études sur les semences locales
- Appui à l'élaboration et la mise en œuvre des modèles d'aménagement et de gestion durable des exploitations agricoles

COPAGEN/Burkina Faso

- Réorientation de la stratégie par la désignation des organisations déjà membres au niveau des régions pour le renforcement de leurs capacités
- Sessions de formations et recyclage des paysans formateurs à Ouahigouya)
- Projection de films suivie de débats dans plusieurs régions
- Participation au projet régional d'étude sur les semences locales et à un atelier sur la recherche participative sur les semences COPAGEN

COPAGEN/Niger

- Actions de dénonciation et collaboration avec le ministère du Commerce dans le but d'obtenir l'annulation de la demande de certificat végétal déposée par Tropicacem sur la variété locale d'oignon « violet de Galmi » (déclaration à la presse, séances d'information)
- Organisation de la réunion régionale de COPAGEN du 8 au 9 mai 2009
- Manifestation de solidarité nationale avec l'adhésion au combat de l'Institut national de recherche agronomique du Niger (INRAN)

CIBIOV - Côte d'Ivoire

- 1^{ère} Assemblée générale ordinaire de la Coalition ivoirienne de bio vigilance (CIBIOV)

- Mise en place d'un nouveau bureau
- Réunions de bureau : examen du plan d'action 2008-2009, points de presse
- Campagnes de sensibilisation de proximité dans certaines localités et séances de travail pour la formalisation de la relation de travail CIBIOV- ministère de l'Environnement.

COPAGEN/Sénégal

- Activités de renforcement de capacités et réseautage, avec notamment la formation des producteurs en zones cotonnières, la sensibilisation des parlementaires (députés et sénateurs) au sujet de la problématique des OGM, des enjeux liés aux OGM et autres questions de biosécurité
- Activités de veille et d'alerte des réseaux de la Copagen quant à l'affaire Tropicacem établie au Sénégal qui a demandé la certification du violet de Galmi, sensibilisation sur les agro-carburants et l'accaparement des terres, la réforme foncière en cours par l'Etat pour la prise en compte de l'exploitation agricole familiale

COPAGEN/Guinée Conakry

- Organisation de deux ateliers de restitution et diffusion de documents du 4^{ème} forum de Niamey dans certaines régions, élaboration des plans d'actions au niveau des quatre antennes.
- Information, sensibilisation des paysans producteurs et autres sur AGRA, sécurité alimentaire et enjeux et risques des OGM, l'état des lieux par rapport aux semences dans certaines régions,
- Elaboration des microprojets et transmission aux bailleurs pour financement
- Enquête sur les semences de maïs et d'oignon distribuées par la FAO aux paysans victimes de la vague de froid de janvier 2009 dans les préfectures en Moyenne Guinée

JINUKUN/Bénin

- Préparation du deuxième cours régional sur les OGM et de la rencontre de la Coordination régionale à Cotonou ; conférence publique sur l'agriculture familiale
- Mission UEMOA sur la stratégie de communication du Projet Biosécurité
- Séances de formation/sensibilisation des autorités, des femmes, des élèves et étudiants à Natitingou, Banikoara, Parakou, Godomey, Akpro-Missérété
- Participation à plusieurs rencontres régionales au Niger, au Sénégal, au Kenya, au Mali, au Cameroun
- Pilotage de plusieurs projets dont le Projet Semences de la biodiversité, Projet de films, Projet Helvetas, etc.